



COMMUNIQUÉ

AU CŒUR DES SECTIONS SYNDICALES

Le 6 juillet 2021

Contact : Christophe Arjona, Coordonnateur national CFDT Group Robert Bosch France
+33 6 21 90 59 58

Bosch : la CFDT et d'autres syndicats européens demandent de meilleures consultations et un dialogue social réel pour contrer la désindustrialisation

La CFDT estime que les signaux envoyés par la Direction de Bosch sont extrêmement préoccupants. Ces signaux pointent une stratégie qui conduit à la désindustrialisation de régions entières et à la perte d'un savoir-faire stratégique acquis au fil des ans par des travailleurs très engagés. Gérer convenablement les changements chez Bosch, ce n'est en aucun cas, pour la CFDT, délocaliser la production vers des pays à faibles coûts, sans aucune production alternative suffisante et en attisant la concurrence entre les sites. Ce n'est pas non plus rompre avec les engagements pris pour préserver les emplois ou pour investir des centaines de millions d'euros dans un site, au mépris des efforts considérables accomplis par les travailleurs pour maintenir la productivité et la rentabilité ni licencier des centaines de travailleurs, fermer des usines et prendre le risque de perdre des compétences stratégiques et des emplois, sans consulter les représentants syndicaux, ni envisager d'autres solutions.

Face à ces signaux, la CFDT constate que le niveau d'inquiétude des salariés de Bosch ne cesse de croître dans toute l'Europe. Les Syndicats ne peuvent accepter que les salariés soient laissés sans aucune garantie quant à l'avenir de leurs emplois et de leurs sites. La Direction de Bosch a une responsabilité envers les travailleurs et les communautés locales dans les différentes régions où l'entreprise exerce ses activités.

Les Syndicats représentant les travailleurs de Bosch en Autriche, Belgique, République tchèque, Allemagne, France, Hongrie, Italie, Pologne, Slovaquie, Espagne et Turquie tirent la sonnette d'alarme : les salariés de Bosch ne doivent pas et ne veulent pas payer le lourd tribut de la transformation de l'entreprise en cas de mauvaise gestion des changements. La transition doit être gérée de la bonne manière et selon un calendrier approprié qui conviendra à toutes les usines Bosch.

La CFDT et les Syndicats européens exhortent donc la Direction de Bosch à :

- S'engager à offrir des garanties solides pour sécuriser les emplois et les investissements pour tous les sites, dans tous les pays. Éviter les licenciements forcés doit devenir un principe directeur fondamental applicable partout. Il faut sans plus attendre augmenter l'effort d'investissement, notamment pour accompagner la transformation des sites de production.
- Fournir un plan à long terme sur la manière dont la transformation sera gérée, la production diversifiée, les emplois préservés et la croissance industrielle garantie sur tous les sites, dans chacune des différentes régions où Bosch exerce ses activités.
- Engager un dialogue social de qualité avec tous les représentants des travailleurs et des Syndicats sur chaque site, dans chaque pays ainsi qu'au sein du Comité européen, notamment sur le plan stratégique à long terme. Le dialogue social chez Bosch doit reposer sur une information et une consultation anticipée et approfondie avec la présence d'experts. Le dialogue social doit permettre de convoquer des réunions extraordinaires si nécessaire et d'ouvrir des débats sur des solutions alternatives avant que les décisions ne soient prises dans chaque pays où Bosch opère.

